

# CRISE SECURITAIRE, MOBILITE FORCEE ET STRATEGIES DE SURVIE ET DE RESILIENCE DES FEMMES DEPLACEES INTERNES DE LA COMMUNE DE KAYA, BURKINA FASO

**Ousmane DIALLO,**

Université Joseph KI ZERBO de Ouagadougou,  
[belkalben@yahoo.fr](mailto:belkalben@yahoo.fr)

**Pr Bowendsom Claudine Valérie ROUAMBA/OUEDRAOGO,**

Université Joseph KI ZERBO de Ouagadougou,  
département de Sociologie

---

## Résumé

*Le Burkina Faso fait face depuis 2019 à une crise humanitaire conséquence d'une dégradation continue de sa situation sécuritaire qui a fait plus de 1850 000 déplacés internes (CONASUR, 2021) composées essentiellement de femmes et de filles. Cette thèse s'interroge sur les stratégies de résilience de ces femmes déplacées internes qui du fait de la perte ou de l'absence de leurs conjoints ont vu leurs rôles et responsabilités croître. Pour ce faire, partant du cas spécifique de commune de Kaya du Burkina Faso, zone de refuge et de survie pour des milliers de personnes déplacées internes, l'étude s'est penchée sur la question générale de recherche suivante : Comment l'investissement dans des opportunités de travail rémunéré offert par le milieu d'accueil contribue-t-il à l'adaptation et à la résilience des femmes déplacées internes de la commune de Kaya? » Pour répondre à cette question notre hypothèse générale postule que la capacité d'exploitation des opportunités économiques détermine les capacités de survie et de résilience des femmes déplacées. Pour vérifier cette hypothèse, l'étude combine des méthodes qualitatives travers des entretiens individuels et des focus groupes conduits et des méthodes quantitatives qui seront enrichies par une exploitation des données primaires et secondaires grâce à une revue documentaire. Il ressort ainsi que pour survivre dans un contexte d'insuffisance de l'assistance humanitaire, les femmes déplacées internes de la commune de Kaya mènent des activités commerciales, s'adonnent à des travaux d'orpaillage et ramassage de matériaux de construction et de salariat domestique. Quand c'est possible aussi elles s'investissent dans des travaux agricoles ou entreprennent de nouveaux métiers.*

**Mots clés :** *femmes, crise humanitaire, conflits, résilience, genre*

---

---

## Introduction

---

Le Burkina Faso fait face depuis la chute de Blaise COMPARORE, à une dégradation continue de la situation sécuritaire (SOMA 2021, OUEDRAOGO, 2020). Progressivement, le pays a basculé dans la violence terroriste meurtrière (SANDWIDI 2020, OUEDRAOGO 2020, EIZENG, 2019, ZANOLETTI 2020, International Crisis Group, 2020, BAGAYOKO, 2019) à la suite du Mali et du Niger, marquée par « une opposition violente et meurtrière entre les forces nationales de défense et de sécurité et des groupes armés terroristes qui s'en

*prennent aux institutions et à leurs représentants, à des symboles occidentaux et à des populations civiles » (BAKYONO, P. 15, 2021).*

Cinq ans après les premiers attentats, en effet, les attaques se sont multipliées rivalisant de violence, faisant du pays, le nouvel épicode des conflits armés et de la violence meurtrière qui ravage le Sahel (ODDH, 2020) ces dernières années. Alors que ces attaques étaient, au départ, localisées dans la zone frontalière avec le Mali, elles ont fini par se répandre pratiquement sur toute l'étendue du territoire national avec pour principales régions touchées le Sahel, le Centre Nord, la Boucle du Mouhoun, l'Est et le Nord.

Cette implantation des groupes armés terroristes est venue remettre en cause le légendaire vivre ensemble des burkinabè. En effet, pour mieux s'incruster, ces groupes terroristes ont exploité les conflits latents entre les communautés (FULTON et al, 2017) en prenant des positions partisans avec pour corollaire l'explosion des violences armées, la détérioration de la cohésion sociale entre les groupes ethniques au Burkina Faso et la déstabilisation des populations rurales (FULTON et al, 2017, Le ROUX, 2019). Les vellétés d'implantation des groupes terroristes ont eu raison de la cohabitation entre les communautés ethniques, jadis en harmonie quasiment, en l'occurrence les mossé (AMMOUR, 2020).

Les violences terroristes conjuguées à l'explosion des conflits communautaires, faites d'oppositions verticales de groupes armés contre l'Etat mais aussi d'oppositions horizontales entre les groupes sociaux (OUEDRAOGO, 2020), ont aussi fait le lit de la criminalité, de la délinquance dans des formes multiples et des exécutions extrajudiciaires. Elles ont particulièrement déstabilisé le milieu rural, précipitant les populations rurales hors de leurs bases économiques et sociales pour des raisons de survies et de sécurité.

Cette crise du monde rural est l'origine d'une mobilité forcée de la population qui a plongé le pays dans une crise humanitaire (UNCHR, 2020) sans précédent (Oxfam, 2019). Entre 2018 et 2020, le nombre de déplacés internes du pays s'est multiplié par dix en mars 2022, le pays comptait plus 1 850 000 personnes déplacées dont le nombre ne cessait d'augmenter en raison de la pression continue des groupes armés.

Pour faire face à cette situation, le Burkina Faso a déclenché une réponse humanitaire avec l'appui des ONGs. Cependant, cette réponse humanitaire n'arrive pas à couvrir les besoins des déplacées. Depuis, le début de la crise, le plan de réponse humanitaire n'a jamais connu un financement à 100%. Les plans de réponse de 2020 et 2021 ont connu des financements respectifs de 58 et 43% et celui de 2022, évalué à 590, 9 millions de dollars est toujours à la recherche de financement pour combler son gap (OCHA, 2022).

Aussi, les efforts de mobilisation, tant au plan international, national, au plan communautaire et familial pour collecter des ressources et apporter une assistance à ces populations s'effritent progressivement au regard de l'ampleur du phénomène, de son caractère prolongé et de sa quasi généralisation sur l'ensemble du pays. Dès lors s'engager sur le chemin de la résilience s'impose pour cette population. Mais comment y parvenir ? Parmi ces déplacés, les femmes et les enfants sont les plus nombreux. Ils sont les plus affectés en l'absence des hommes parfois tués, en fuite, ou en exil. Cette crise sécuritaire a eu pour conséquence un bouleversement des rôles sociaux de sexe dans les familles en raison de l'absence des hommes tués, disparus ou en exil. Au meilleur

les hommes sont présents mais avec une capacité d'assumer leurs rôles d'antan de pourvoyeurs de vivre à la famille qui s'est réduite. Elle a contribué en effet à une redistribution des rôles dans les familles et les femmes. Malgré les difficultés, les femmes ont pris des responsabilités tant au niveau familial (HAGBERG 2019, OXFAM 2019, SOMTORE, 2020) que communautaires où elles jouent les premiers rôles.

Face à l'incapacité des financements institutionnels à couvrir les besoins de toutes les personnes déplacées et à l'augmentation continue des besoins humanitaires, la survie des ménages passe par des efforts supplémentaires pour pallier à son insuffisance, ou encore à son absence totale. Face à ces équations, les femmes se sont positionnées comme les leaders de la survie et de la résilience des familles.

Dès lors, il apparaît nécessaire de s'interroger sur les stratégies mobilisées par ces femmes pour faire face aux exigences de survie de déplacées forcées. Comment les femmes déplacées internes font-elles face **aux besoins de survie, et de résilience de leurs ménages? Autrement**, comment l'investissement dans des opportunités de travail rémunéré offert par le milieu d'accueil contribue-t-il à l'adaptation et à la résilience des femmes déplacées internes de la commune de Kaya?

---

## **I-méthodologie de collecte des données**

---

**Cette étude vise à** expliquer les capacités des femmes déplacées internes à faire face aux besoins de survie, d'adaptation et de résilience de leurs ménages dans la commune de Kaya, Région du Centre Nord. Pour ce faire. Nous partons de l'hypothèse générale selon laquelle la capacité d'exploitation des opportunités économiques détermine les capacités de survie et de résilience des femmes déplacées. Pour confronter notre hypothèse à l'épreuve du terrain, nous avons mené une étude purement qualitativement basée sur une revue documentaire et des entretiens de terrain et l'observation mobilisant tour à tour un guide d'entretien et une grille d'observation.

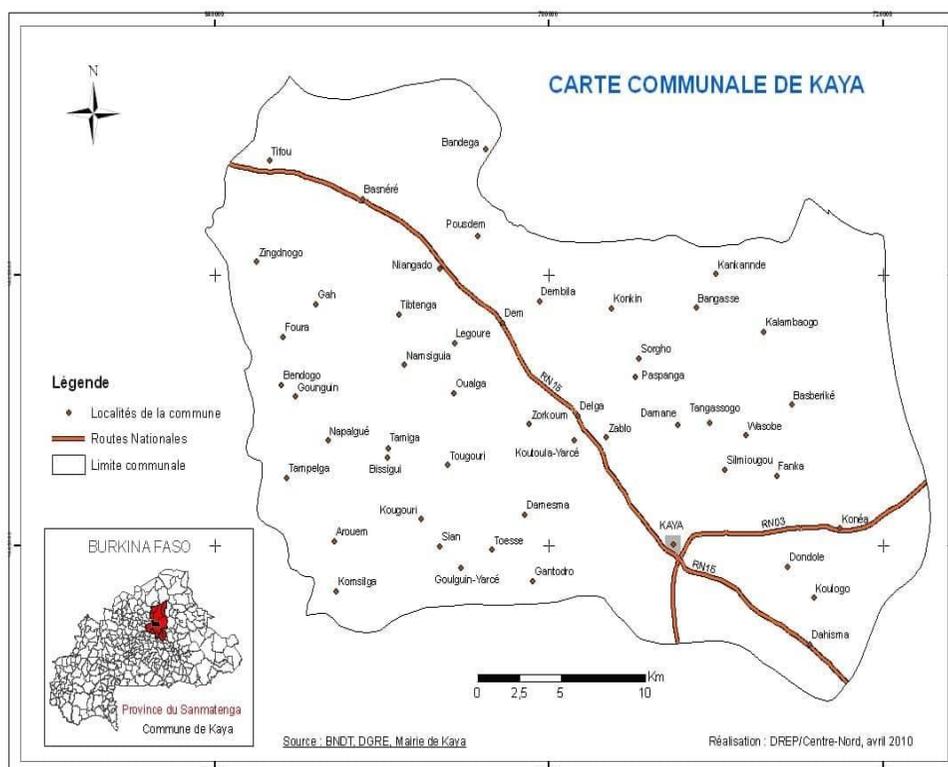
---

### ***I-1- Le choix de la zone d'étude***

---

Cette étude s'est déroulée dans la commune de Kaya dans la région du Centre Nord essentiellement où sont concentrées les personnes déplacées internes. L'étude s'est aussi déroulée dans quelques villages accessibles notamment Zablo, Dahisma, Koréa, Zorkoum et Delga.

## Carte 1 : La commune de Kaya



### ***I-2-Déroulement de l'étude***

Le travail de terrain s'est étalé sur plusieurs phases alternant terrain et production théorique, les deux s'alimentant mutuellement :

- Une première phase d'observation dans la ville de Ouaga, de Kaya, de Tougouri, et de Dori ponctuée par des entretiens informels ;
- Une deuxième phase de novembre 2021 à mars 2022 qui nous a permis de dresser les premières analyses de ce travail ;
- Une dernière phase d'avril à mai 2022 pour peaufiner les premières analyses et approfondir certaines questions ;

### ***I-3-Population d'enquête***

#### **• Population cible**

Notre étude se donne principalement pour population cible les femmes déplacées internes de la commune de Kaya aussi bien dans les sites pour personnes déplacées internes que hors des sites dans ladite ville et dans les villages. Il s'agit de sites fermés et de sites semi-fermés ;

- Les femmes déplacées internes vivant hors des camps dans la commune de Kaya en milieu urbain et en milieu rural : ces femmes vivent en location, ou dans des maisons cédées par des particuliers ou en famille. Dans ce lot, on trouve aussi des femmes déplacées internes qui vivent dans des maisons appartenant à leurs maris que ça soit en ville ou en campagne.

**Outres ces femmes nous avons fait des entretiens avec :** les leaders communautaires, les femmes déplacées internes leaders, les hommes déplacés, les acteurs étatiques et des ONGs nationales et internationales, des associations, des administrations publiques ou privées etc  
Nous avons atteint une saturation après avoir réalisé 98 entretiens individuels et 6 entretiens de groupes

Les données obtenues lors de la phase de collecte ont été soumises à une analyse manuelle de contenus : retranscription suivie de la saisi des entretiens, regroupement thématique, interprétation et analyse

---

## **II- la résilience par l'exploitation des opportunités économiques du milieu d'accueil**

---

Les personnes déplacées internes en raison des crises sécuritaires ou les catastrophes naturelles mobilisent toujours des stratégies diverses pour faire face aux situations les plus difficiles et reconstruire leurs vies (**Jacobs et Etzold 2020**). De leurs villages d'origine à leurs sites d'accueil, les trajectoires de vie des femmes déplacées internes de Kaya qu'elles aient trouvé refuge en ville ou en campagne, illustrent une détermination à vivre et à assurer la survie de leurs familles. En effet, face aux difficultés d'accès aux réseaux de soutiens institutionnels et l'épuisement des réseaux de solidarité mécanique et la dégradation continue de la situation sécuritaire, elles investissent ainsi la sphère de la production à travers essentiellement trois catégories d'activités : les prestations de service, le petit commerce et la réadaptation des activités agro-pastorales au contexte urbain.

---

### **II-1-Les activités commerciales**

---

La vie des femmes déplacées internes en période de paix était partagée entre les activités agricoles et le petit commerce. Elles capitalisent de ce fait un capital d'expérience qu'elles réinvestissent dans le milieu d'accueil pour faire face aux besoins de leurs familles. Les femmes déplacées internes se sont engagées en effet, dans le petit commerce pour se faire des revenus. Il s'agit essentiellement de la vente de légumes, des produits alimentaires notamment de la nourriture, la transformation des produits agricoles, etc.

Les activités de restauration sont particulièrement prisées par les femmes parce qu'elles se situent dans le prolongement des activités domestiques qu'elles exerçaient déjà. Beaucoup avait du reste une expérience en la matière. Outre les bénéfiques susceptibles d'être engrangés, l'activité permet aussi d'y prélever les repas quotidiens de la famille : « *je prépare du haricot pour vendre. C'est ça aussi que tous mes enfants mangent et c'est déjà bon pour moi* » (SAWADOGO Latifatou, déplacée de Pensa à Kaya, avril 2022). Les femmes déplacées arrivent

ainsi à réduire certaines dépenses relatives à la cuisson du repas familial. La vente de la nourriture est aussi particulièrement appréciée par les femmes parce que c'est une activité facile à démarrer et à écouler.

Ces activités de petit commerce des femmes sont exercées aux devantures de leurs lieux d'habitation et dans les marchés, dans les rues et yards des quartiers des sites d'accueil. Certaines font de la vente ambulante en allant de concession en concession, d'un quartier à un autre, pour elles-mêmes, ou pour des particuliers moyennant une rétribution au prorata des bénéfices générés.

La plupart des femmes s'investit dans des activités qu'elles exerçaient déjà dans leurs zones d'origine. C'est le cas de Véronique, une déplacée interne de Dablo qui s'est lancée un mois après son arrivée à Kaya dans la vente de poisson frit : « *A Dablo, je faisais frire le poisson du barrage pour vendre. Arrivée ici, j'ai repris mon activité* » ( *Sawadogo Véronique, déplacée interne de Dablo sur le site de Tiwègua, mars 2022*). Hélène, une autre déplacée s'est lancée dans la vente du gâteau à base de farine de blé face à la nécessité de faire quelque chose pour subvenir aux besoins de son ménage parce que c'était son domaine de prédilection quand elle vivait paisible à Dablo. Ces activités permettent aux femmes de faire des bénéfices journaliers d'au moins 1000 F CFA environs grâce auxquels elles arrivent à contribuer aux besoins de survie de leurs familles.

Il arrive aussi que des femmes déplacées pour les besoins d'adaptation, s'invertissent dans des domaines nouveaux. C'est le cas des femmes peules sur l'ancien site peul de Barsalgho qui en l'absence des produits laitiers vendaient sur place certains produits, etc : « *Je vendais du sucre, du café, du thé et des cigarettes. Je prenais les marchandises avec les grands commerçant du marché de Barsalgho et je gagnais environ 25 000 F CFA de bénéfice par mois* » ( *Dicko Aissatou, déplacée interne de Foubé à Barsalgho, puis Kaya, janvier 2022*). Il s'agit d'une innovation pour faire face aux exigences du nouveau contexte pour ces femmes qui jusque-là n'avait vécu que des produits notamment la production et la commercialisation du lait, l'élevage de petits ruminants et de la volaille. Certaines femmes vendent des condiments ou du bois devant leurs portes, devant les sites ou aux abords des routes et yards afin de subvenir aux besoins de leurs familles.

Ces activités sont plus accessibles aux femmes au regard de leur faible exigence de moyens financiers, matériels et de qualification professionnelle au moment de leur démarrage : « *Je sais faire de l'élevage, faire des gâteaux pour vendre et le commerce des animaux mais j'ai préféré opter pour le premier car il demande très peu de moyens* » ( *Wereme Binta Boulo, femme déplacée interne à Dori Sikiré, décembre 2021*). En effet, pour s'engager dans une activité génératrice de revenus, les femmes optent pour des domaines qu'elles maîtrisent déjà et dont le démarrage ne demande pas un gros budget qu'elles combinent quand c'est possible à d'autres activités pour mieux s'en sortir : « *Quand j'étais à Dablo, je faisais des galettes pour vendre. Ici avec mes petites économies, j'ai commencé par préparer d'abord de la bouillie pour vendre. J'ai ajouté la vente des galettes afin d'avoir une marge bénéficiaire qui va me permettre de couvrir mes nombreuses charges* » ( *SAWADOGO Zonabo PDI, entretien du 22 janvier 2022*).

La production et la commercialisation de savon sont également des activités privilégiées par les femmes. La production du savon est individuelle et souvent

collective certaines femmes ayant opté de mettre leurs efforts en commun pour acquérir le matériel de travail afin de produire, vendre et de se redistribuer les ressources. Les produits fabriqués par les femmes sont écoulés auprès des autres déplacées internes sur les sites mais aussi auprès des populations autochtones et dans les centres commerciaux. L'activité leur permet aussi de faire face à leurs besoins en savons et à ceux de leurs familles dont elles ont la charge.

Pour mieux réussir dans leurs activités de production économique, les femmes s'organisent en groupe de production qui sont des coopératives informelles. Ces regroupements permettent aux femmes de mutualiser leurs efforts, de mieux supporter la pénibilité du travail et d'augmenter leurs rendements.

Ce petit commerce des femmes est entamé généralement grâce aux appuis reçus des acteurs humanitaires qui accompagnent les femmes. Le capital de départ peut aussi venir de l'entourage familial immédiat comme les maris, les frères, les sœurs, etc. Certaines femmes néanmoins dans leur désir d'entreprendre ont dû faire recours à des prêts sollicités auprès des particuliers pour démarrer leurs activités génératrices de revenus : « *J'ai emprunté au départ 35000 pour faire du commerce d'habits et faire des gâteaux pour vendre. Je suis parti prendre des habits à Ouaga et je suis revenu vendre avoir 10 000 de bénéfice. Avec les gâteaux, j'arrivais à avoir 15000 FCFA de bénéfice par sac de farine* (**Zango Habibou, déplacée interne de Gasseliki à Kaya, janvier 2022**). D'autres pour démarrer les activités d'adaptation ont dû mettre en avant leurs réseaux de connaissance pour avoir des marchandises à crédit. C'est le cas des femmes déplacées des sites de Tévèga 1, de Walyalgin dans la ville Kaya dont les relations avec des commerçants de leurs zones de départ, déplacés internes aussi à Kaya, ont permis d'entreprendre dans la restauration : « *moi et ma coépouse, nous prenons à crédit tout ce qu'il nous faut avec un commerçant originaire de Kelbo qui s'est installé ici maintenant. Après avoir vendu, nous lui remboursons son argent* » (**Sawadogo Véronique, PDI, mars 2022**). Une autre qui a relancé ses activités de vente de chaussures sur un site fermé de Kaya et qui arrive à prendre en charge sa famille en l'absence de son mari, malade, avance « *Quand j'étais à Dablo, il y avait un commerçant qui m'envoyait des marchandises à vendre. Arrivée ici je suis allée vers lui et sur la base de nos anciens rapports, nous avons repris à collaborer* » ( **SAWADOGO Zalissa, PDI mars 2022**).

Les femmes qui étaient donc dans le milieu du commerce ont continué à exploiter leurs réseaux relationnels pour relancer leurs activités. Dans leur désir de se lancer dans des activités génératrices de revenus des femmes vont jusqu'à emprunter du matériel de travail : « *Pour commencer mon activité de vente de restauration, j'ai emprunté des marmites en plus du haricot que je prenais à crédit pour rembourser les soirs* » (**SAWADOGO Latifatou, PDI, avril 2022**). On rencontre également des femmes déplacées qui ont fait des prestations de travaux domestiques rémunérés pour avoir le capital de démarrage de leurs activités commerciales.

Pour plus de rentabilité, certaines associent plusieurs types de commerce : « *Je vends des habits dans la journée et le matin, je vends de la nourriture* » (**SAWADOGO Latifatou, déplacée de Pensa à Kaya, avril 2022**). Le niveau de développement des activités de certaines femmes déplacées internes a abouti

au recrutement d'autres PDI : « Pour mes activités de transformation des arachides, je travaille avec deux autres femmes déplacées internes que je paye à chaque vente de ma production » (BAMOGO Rihanata, PDI, janvier 2022).

A défaut de bien maîtriser déjà l'activité, elles entreprennent de se former avant de se lancer : « J'ai commencé par aider les gens à travailler pour apprendre. C'est par la suite que j'ai entamé mes propres activités de transformation » (**SAWADOGO Zonabo , entretien du 22 janvier 2022**).

Ces activités de petit commerce sont surtout exercées par les femmes vivant dans les camps mais aussi et surtout celles qui sont hors des camps où l'accès à l'aide humanitaire est plus difficile. C'est du reste parmi ces femmes qu'on trouve celles qui affirment n'ayant jamais été bénéficiaires d'une assistance humanitaire.

Grace aux activités de petit commerce des femmes déplacées internes, certains ménages peuvent vivre indépendamment de toute assistance alimentaire. « Par jour je réalise mille franc CFA de bénéfice. Je paye mes condiments avec 500 FCA pendant que mon mari apporte le riz ou la farine. J'épargne les 500 autres pour faire face aux besoins de la famille en cas de problèmes » (**SAWADOGO Zonabo à Kaya, janvier 2022**).

Pour réaliser ces activités des femmes mobilisent leurs réseaux de familles à défaut de financement des acteurs humanitaires ou de la possibilité de puiser dans leurs propres réserves pour constituer le capital ou pour le soutien logistique. Pour faire marcher leurs petites unités le concours de la famille est aussi nécessaire pour traverser les moments d'incertitude.

Cette détermination à réussir amène les femmes dans leur quête de résilience et d'autonomie à créer et à adhérer à des mutuelles de solidarité constituée uniquement par des femmes qui offrent également des prêts aux femmes pour mener des activités génératrices de revenus : « J'ai emprunté 5 000 F CFA à notre mutuelle Relwendé pour vendre des condiments » (Sawadogo Zonabo, présidente de l'association Relwendé, janvier 2022). Elles accèdent ainsi à un capital qui leur permet de lancer leurs activités ou de renforcer leurs activités de petits commerce. Ce capital est cependant très limité et ne permet pas aux femmes de lancer de grosses activités en raison de la faiblesse des cotisations des femmes. En plus pour y être accepté, il faut déjà un minimum de capacités de cotisation si bien que certaines femmes sont d'office exclues et certaines par peur de ne pas aller jusqu'au bout refusent de rentrer dans le système.

---

## ***II-2- Orpillage et ramassage de matériaux construction et de cuisine***

---

La majorité des femmes déplacées internes est analphabète et sans une qualification professionnelle. Pour s'insérer dans le marché de l'emploi local, leur force de travail demeure leurs atouts principaux. Ainsi, face aux difficultés et sans ressources les femmes décident de vendre leurs forces de travail en s'investissant dans des activités qui ne demandent pas un capital au départ et ni une qualification quelconque. Trois activités types d'activités majeures s'offrent ainsi à elle : l'orpillage, le ramassage de matériaux de construction, le ramassage du bois de cuisine et de foins.

En milieu rural, là où la sécurité le permettait les femmes ont investi les collines pour chercher l'or afin de survenir à leurs besoins : « *dans un premier temps, on s'est réfugié à Ankouna<sup>22</sup> où pendant une année, je partais à la colline avec mes enfants pour creuser et vanner à la recherche de l'or. J'arrivais à gagner ma vie jusqu'à ce qu'une autre attaque vienne nous déloger encore* » (**Tamboura Mairama, site Kouimkouli, entretien du 28 janvier 2022**).

Sur ces sites, les femmes se contentent d'exploiter des trous superficiels le plus souvent déjà creusés, de vanner la terre ou de concasser des pierres. Elles peuvent aussi se faire recruter comme des ouvrières pour aider à réaliser des tâches ponctuelles.

Le ramassage à des fins de vente du sable et du gravillon est également une activité que les femmes déplacées internes n'hésitent pas à mobiliser pour en faire des revenus en milieu rural et en milieu urbain. Sur le site de Kouimkouli de Kaya, c'est l'une des activités majeures que les femmes déplacées exercent. Chaque trois jours les plus dégourdies s'en sortent au maximum avec 2500 F CFA. Pour mieux tirer profit de leurs activités, les femmes sont organisées en association dénommée Relwendé dans le cadre de laquelle elles font des cotisations et des tontines. Cette association regroupe plus d'une quarantaine de femmes et les épargnes constituées par les membres sont utilisées pour prêter à celles qui le désirent pour mener des activités génératrices de revenus : « *chaque vendredi, on collecte 100 F CFA auprès de chaque membre dans le but de mener de nous soutenir dans l'exercice d'activité génératrice de revenus. Avec l'argent récolté, on se fait des prêts. Si tu empruntes 5000 F CFA, tu rembourseras 5500 FCA* » (**Sawadogo Zonabo, , présidente de l'association Relwendé, janvier 22**).

**La vente de bois et de foins :** Dans les villages environnants de Kaya, les femmes déplacées exploitent la proximité de la ville en vendant du bois de cuisine qu'elles collectent dans les brousses de leurs villages d'accueil.

---

### **II-3- le salariat domestique**

---

Offrir des prestations de service contre une rémunération trône au cœur des stratégies mobilisées par les femmes déplacées internes pour pallier au manque de moyens d'existence. Ces offres de service consistent à vendre leurs forces physiques et savoirs faire à des particuliers plus nantis et à des personnes morales dont les hôtels, les domiciles privés, les lieux et espace de travail, ect : lessive, pillage de mil, aide commerçante, aide restauratrice, aide-ménagère, nettoyeuse, domestique, aide formatrice des produit agricoles, etc. : « *certaines femmes dès leur réveil, vont de maison en maison pour trouver de quoi faire afin d'avoir un peu d'argent* » (**Sawadogo Zonabo, présidente de l'association Relwendé, janvier 2022**). Les femmes se font embaucher par des particuliers mais aussi par des organisations de femmes engagées dans la transformation des produits agricoles : « *les femmes frappent à notre porte pour demander du travail. Nous leur confions des taches à faire moyennant une rétribution* » (**Haoua SAWADOGO, Présidente de l'Association Wend Koita , février 2022**)

---

<sup>22</sup> Ankouna est un village de la commune de Pensa au Nord de Kaya. Le 05 janvier 2022, le village a subi une attaque qui a fait une dizaine de morts. Suite à cette attaque tout le village s'est vidé pour trouver refuge à Kaya

Ces prestations sont rémunérées à la tâche, par journée et parfois par mois. Les revenus vont de 250 à 1000 F CFA, la journée et entre 5000 et 10 000 F CFA par mois. Pour accéder à ces emplois, les femmes déplacées internes vont de porte à porte : « *nous sortons le matin et nous passons dans les concessions pour demander s'il n'y a pas du Kourakoura<sup>23</sup>, du soumbala<sup>24</sup> outout autre chose à faire qui nécessiterait notre appui* » (Pagblem Rasmata, janvier 2022) ; Parfois, elles reçoivent les informations relatives à ces offres d'emploi via leurs réseaux relationnelles et dans les espaces d'échanges et de partage d'informations dont elles ont accès

Ces activités rémunérées sont jugées plus sûres pour les femmes déplacées internes : « *Je ramassais du gravillon pour vendre mais je pouvais faire trois jours sans rien écouler. J'ai préféré abandonner pour aider une femme à piler son soumba moyennant 1500 F CFA par jour* » (TAPSOBA Alimata, janvier 2022). Face aux difficultés qu'éprouvent les femmes déplacées internes pour avoir des ressources pour tenir pendant un mois, la rémunération quotidienne permet aux femmes de vivre au jour le jour.

La rémunération peut également être en nature et peut ne pas faire l'objet d'une négociation au préalable. Dans ce cas de figure, le choix est laissé au bénéficiaire de la prestation de donner ce qu'il veut : des céréales, de la nourriture, des vieux vêtements, etc. il s'agit d'une sorte de don qui appelle un contre don au sens de Marcel Mauss.

L'accès à ces emplois précaires n'est pas aisé pour les femmes déplacées en raison d'une offre en deçà d'une demande forte et en forte croissance. Aussi, les employeurs ont des préférences pour les jeunes filles dont le travail domestique est mieux accepté par les normes sociales. Les jeunes filles célibataires sont jugées plus aptes par rapport aux femmes qui sont soumises à de nombreuses contraintes relatives à la gestion de la famille : soin des enfants, du mari, des parents du mari, etc.

Les normes sociales font également que certains hommes ne voient pas du bon œil, la présence de leurs épouses hors des sites pour travailler. A cela s'ajoute la peur des femmes déplacées toujours traumatisées de sortir parfois pour travailler auprès de personnes inconnues : « *Si tu pars travailler dans la maison de quelqu'un et qu'il ferme la porte pour te couper la tête, tu vas t'en sortir comment* » (**KAGONE Haoua , focus groupe, janvier 2022**).

Le poids des charges domestiques constitue également un frein à la volonté des femmes déplacées internes de sortir chercher du travail. : « *mes enfants sont petits. Je ne peux pas les laisser pour aller chercher du travail* » Ouédraogo Mariam, janvier 2022). Dans les communes rurales, l'accès à ces emplois est encore plus difficile en raison de la forte concurrence des communautés et du faible nombre des salariés. Les offres de prestations salariées restent très limitées et par conséquent très disputées entre les nombreuses femmes déplacées.

L'expérience des déplacées internes a toujours montré que les femmes à l'épreuve du milieu urbain ont des facilités d'accès à un travail énuméré et s'en sortent mieux que les hommes. Parlant du cas des déplacées colombiennes, (GERBIER-AUBLANC,2018) déclare en effet, : « *Leurs compétences*

<sup>23</sup> Produit local fait à partir de la transformation des arachides pour extraire l'huile

<sup>24</sup> Produit local issue de la transformation des graines de néré. Les femmes sont sollicitées pour piler les graines

*domestiques, dans le prolongement de leurs routines traditionnelles, sont mises au service d'autrui et deviennent des activités rémunérées leur permettant d'assurer la survie familiale et impliquant une revalorisation du travail domestique féminin* ». Les femmes par contre, ne se laissent pas décourager par la faiblesse de la rémunération qui leur est offerte. Du reste, plus acculées par les enfants, elles n'ont d'autres choix que de s'accrocher aux maigres opportunités qui leurs sont accessibles. Au-delà, de la compétence, il s'agit d'une acceptation de leur situation et d'une volonté de se sacrifier et partir d'un rien pour que les enfants ne meurent pas de faim. Il s'agit pour elles, d'assumer à tous les prix leurs rôles de mères nourricières.

Aussi, quand la situation se détériore, facilement les hommes peuvent s'évader pour ne pas assister au spectacle désolant des enfants qui réclament à manger. Les femmes acceptent aussi faire des choses inhabituelles qui ne sont pas valorisées dans leur environnement social de départ. C'est le cas du travail domestique pour des particuliers surtout pour ce qui est des femmes déplacées internes mariées. Dans le contexte local, seules les jeunes filles s'adonnent à ce genre de travail et la majorité des femmes l'exerçaient pour la première fois. Ce nouveau pas demande de vaincre à l'interne ses préjugés et d'opposer une résistance aux regards et oppositions extérieurs.

---

#### **II-4- L'investissement dans les activités agricoles**

---

. Les compétences agricoles sont, difficilement mobilisables en contexte urbain au regard des opportunités et l'environnement qui ne s'y prêtent pas. C'est pourquoi, cette option est beaucoup plus l'apanage des femmes déplacées internes ayant opté de s'installer en milieu rural où des terres peuvent leur être prêtées. Cependant, adapter les activités agro-pastorales au contexte urbain reste une stratégie mobilisée comme par les femmes déplacées internes pour combler le déficit ou l'insuffisance de l'assistance alimentaire. Pour ce faire, elles initient des activités d'élevage grâce aux CASH transferts ou aux petits ruminants notamment des ovins et caprins reçus des ONGs humanitaires et associations caritatives, ou en s'appuyant sur le cheptel sauvé lors de leurs fuites. Des femmes PDI ont emmené également dans leur fuite des petits ruminants dont elles ont tenté de poursuivre l'élevage.

Il s'agit d'un élevage intensif en l'occurrence, l'embouche des petits ruminants, plus adaptée au contexte urbain et plus rentable : « *nous avons mené le plaidoyer qui a permis à douze (12) filles déplacées internes d'avoir des béliers pour faire de l'embouche* » (**SAWADOGO Timothée, président de l'Association Pegdwendé pour l'épanouissement de la jeunesse du Sanmatenga février 2022**).

Sur un autre site de Kaya, des femmes déplacées internes font de l'élevage laitier de chèvres pour son utilité jugée double. Il permet en effet d'améliorer la ration alimentaire des ménages avec le lait de chèvre qui est utilisée pour la consommation familiale surtout celles des enfants. Les chèvres se reproduisant plus vite, l'accès au lait est plus rapide. Facilement aussi les femmes ont de quoi vendre quand elles seront confrontées aux difficultés.

Dans les zones où l'espace cultivable est accessible les femmes demandent la terre et font de la production agricole. Elles arrivent ainsi à produire durant la

saison des pluies des céréales et là où c'est possible à faire des cultures de contre saison pour se faire des revenus et améliorer les qualités de repas.: « *sur le nôtre (barrage) à Louda, nous avons 12 femmes PDI qui produisent des oignons, des choux et des feuilles de toutes sortes* » (**KABORE Rodrigue, animateur à Alliance Technique d'assistance au Développement, 2022**). Dans le village de Dahisma aussi, à sept (7) kilomètre de Kaya, suite à un aménagement d'un bas fond, une quarantaine de femmes ont également des portions de terres pour faire la production du riz.

Les femmes déplacées vivant dans les villages ont un meilleur accès à la terre pour mener des activités agricoles et s'en sortent mieux : « *Dans certains villages, les chefs ont donné la terre aux déplacés avec leurs femmes qui ont produit parfois mieux que les populations hôtes. Dans ces zones rurales les déplacées vivent mieux que ceux qui rodent dans la ville de Kaya à la recherche d'une assistance* » (OUEDRAOGO Binta, ex première adjointe au maire de Kaya, avril 2022). En effet, les céréales récoltes associées à l'aide humanitaire permettent aux déplacés de subvenir aux besoins alimentaires de leurs ménages et de s'organiser pour faire face à d'autres besoins.

Les femmes qui ont fait l'option de revenir dans leurs familles d'origine où dans celles de leurs maris sont celles qui ont plus de chance d'accéder à la terre pour produire et on rencontre des communautés hôtes qui ont accepté donner leurs terres. Si les femmes chef de ménages obtiennent des terres pour la production du ménage cependant celles qui vivent sous la responsabilité des hommes n'ont eu que des portions pour faire des légumes comme le gombo. Ces dernières travaillent dans le champ familial avec des possibilités limitées pour se faire des revenus, les fruits du champ familial étant destinés à la survie familiale et sous le contrôle des hommes. : « *mon mari étant décédé, je suis revenue dans ma famille qui m'a trouvé de la terre pour produire mais ce n'est pas suffisant* » (**SAWADOGO Christine, avril 2022**) ;

A défaut de terres cultivables, les femmes effectuent des travaux rémunérés à la tâche auprès des producteurs agricoles. La rémunération peut être en espèces ou en vivres : « *pendant la saison des pluies, on sort demander à travailler dans les champs contre du mil en échange* ». (**Baguian Aminata, janvier 2022**).

Lors des récoltes, les femmes offrent aux producteurs agricoles d'aider à récolter, à décortiquer, à vanner contre des céréales ou de l'argent afin d'avoir de quoi subvenir aux besoins de leurs ménages. En saison sèche, celles qui sont proches des sites maraichers proposent aussi leurs services moyennant de l'argent et parfois des feuilles de légumes pour améliorer leur cuisine : « *nous partons aider les gens à travailler pour avoir des feuilles de choux que nous utilisons pour faire du couscous le soir* » Baguian Aminata, janvier 2022. La transformation et la commercialisation des produits agricoles notamment l'arachide est aussi investie par les femmes déplacées internes dans leur quête de revenus.

---

## **II-5-L 'apprentissage aux métiers**

---

S'engager dans l'apprentissage de connaissances et de capacités nouvelles est déterminant pour toute personne qui aspire à parcours résilient (**DUPOUY et CARRÉ, 2021**). Pour réussir leur insertion économique, les femmes déplacées

internes ont entrepris d'exercer des métiers qui leur permettent de s'assurer des revenus en se formant. Dans la Région du Centre Nord du Burkina Faso, les ONGs et les associations à caractère humanitaire, l'église catholique mais aussi des femmes déplacées internes sans un soutien quelconque, ont misé sur cette stratégie pour permettre aux femmes d'avoir des sources de revenus et sortir de la pauvreté.

La coiffure est une des options privilégiées choisies par les femmes en raison de son accessibilité et du fait qu'elles avaient déjà un savoir-faire en la matière. D'autres ont choisi de se former en restauration, en couture, etc dans des métiers traditionnellement réservés aux femmes.

Cependant, outre les métiers dit féminins, les femmes déplacées internes vont à l'assaut des métiers dits masculins avec le soutien des acteurs humanitaires : Ainsi, elles se sont formées en électricité, en maçonnerie, en production de briques, en fabrication de grillage, la plomberie, conduite de véhicule etc. Ces activités permettent aux femmes de décrocher des emplois énumérés à défaut de s'installer à leurs propres comptes. Ces formations ont été dispensées par les acteurs humanitaires sur demande des femmes déplacées internes.

L'accès à ces offres de formation reste cependant difficile pour les femmes déplacées en raison du nombre de places limitées et des capacités financières faibles de celles-ci. Par ailleurs, l'accès aux informations relatives à ces formations des femmes est aussi faible en raison de leur faible intégration dans la ville. Elles sont freinées aussi dans leur élan de recherche d'opportunités de formation par la faiblesse de leurs relationnels : « *Quand nous sommes arrivés on dit que c'est fini. Si tu n'as pas une connaissance dans le système, tu ne peux pas avoir une assistance alimentaire et une formation* » (**Kiema Wendmanguédé, déplacée interne, mars 2022**). Certaines ont été écartées dans les mécanismes d'accompagnement en raison de la propension des acteurs humanitaires à financier en priorité des jeunes filles et des jeunes femmes : « *Nous partons nous inscrire mais ça ne marche pas. Ils ne veulent pas prendre des femmes qui ont plus de trente ans* » (**Une déplacée interne, focus groupe du 27 mars 2022**).

Des femmes déplacées internes avec l'accompagnement des acteurs humanitaires ont également opté pour des formations à l'auto emploi dans le même but créer et de diriger leurs propres entreprises. Ces formations ont été accompagnées par des soutiens en termes d'orientation dans la recherche de financement auprès des institutions de microfinance : « *Pour nous, il faut aider les femmes surtout les jeunes filles pour qu'elles ne contentent pas de l'assistance des projets. Nous les emmenons à avoir des idées et à les porter. A l'issue de la formation nous les orientons vers des institutions de finance comme le Fonds d'appui au secteur Informel (FASI)* » (**Timothée SAWADOGO, président de l'Association Pegdwendé pour l'épanouissement de la jeunesse du Sanmatenga, février 2022**).

L'appui a permis aux femmes de créer leurs entreprises avec des numéros d'enregistrement officiels. Elles amorcent ainsi un processus de transformation pour évoluer vers l'autonomisation. En effet « *l'apprentissage continu, l'expérimentation et l'innovation participent au développement de la capacité de transformation parce qu'ils invitent les gens à remettre en question les hypothèses, les croyances, les valeurs et les intérêts qui sous-tendent les*

*structures contribuant à la vulnérabilité sociale (O'Brien, cité par BENOUDJI, 2017) ».*

Cependant, malgré ces appuis en orientation l'accès au financement reste difficile pour les femmes déplacées internes en raison des conditions qui sont hors de leurs portées.

---

## **Conclusion**

---

Il ressort de notre terrain de recherche, que les femmes déplacées internes ne se contentent pas de s'adonner à la captation de l'aide humanitaire et des appuis des bonnes générosités. Elles sont présentes dans tous les secteurs d'activités à leurs portées aussi bien en ville qu'en campagne pour trouver à la sueur de leurs fronts de quoi prendre en charge leurs familles. Pour réussir leur mission, elles mobilisent le savoir-faire acquis dans leurs villages d'origine et leurs forces physiques. Faisant ainsi appel à leur position de travailleur domestique, elles arrivent à décrocher des emplois de salariés précaires mais utiles pour la survie familiale. Leur expérience dans le petit commerce acquis en général pendant la période morte de l'année et les réseaux de connaissance dont elles disposent dans le milieu va aussi permettre à certaines d'entre elles de s'investir et réussir dans la vente de produits variés.

Le secteur agricole leur domaine de prédilection dans leur zone d'origine, jouit d'un grand intérêt pour les femmes déplacées en milieu rural où son exercice est moins contraignant. Cependant en dépit des contraintes en milieu urbain, les femmes déplacées de la ville de Kaya quand elles ont l'opportunité, adaptent les pratiques agricoles et d'élevage pour se faire des revenus afin de prendre en charge leurs familles : elles se retrouvent ainsi dans l'embouche ovine, la culture maraichère, l'élevage laitier, etc. Pour mieux, les femmes saisissent aussi les opportunités de formation et de renforcement des capacités qui leurs sont offertes pour se lancer dans de nouveaux métiers ou carrément dans la création d'emploi

Enfin à défaut d'une qualification professionnelle ou de maîtrise d'un métier, la force physique reste un atout que les femmes n'hésitent pas à mobiliser pour gagner de quoi prendre en charge leur famille. Elles se retrouvent ainsi dans le ramassage et la vente du sable, du gravillon, du bois etc.

Ces différentes activités menées par les femmes déplacées internes permettent aux femmes de se faire des revenus, de contribuer à la survie et à la résilience de leurs ménages et de jouer un rôle déterminant dans le bouleversement des rapports de sexe dans les familles. La présence des femmes dans ces activités traduit une volonté des femmes d'accéder à l'autonomie et d'amorcer un processus de résilience. Dans cette quête de la résilience les femmes butent à un environnement social, économique et difficile. Comment s'organisent-elles collectivement pour faire face à cet environnement difficile ? Le prochain chapitre tentera d'apporter une réponse à cette question.

---

## Bibliographie

---

- ASSANVO William** Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga, rapport sur l'Afrique de l'Ouest 6 , ISS, DÉCEMBRE 2019 ;
- BA Mbusa Kizito et MASINDA Mambo**, les déplacés internes et la consolidation de la paix : le cas de la république démocratique du Congo, University of British Columbia, Liu Institute for global issues, 2005
- BAKYONO Fidèle**, Diagnostic et analyse des stratégies d'intervention des organisations humanitaires dans les zones à risque terroristes. Cas des régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso, Mémoire, Université de Laval, Québec 2021 ;
- BAGAYOKO Niagalé**, Le multilatéralisme sécuritaire africain à l'épreuve de la crise sahélienne, un rapport du projet stabiliser le Mali, Juin 2019
- BEAUD Stéphane et Florence WEBER**, guide de l'enquête de terrain, La Découverte, Paris, 2003 ;
- BILAK Alexandra**, L'Afrique face à ses déplacés internes, Politique étrangère 2016/1 (Printemps), pages 39 à 51 ;
- BIREMA A NWATCHOCK Ousmanou**, La Force conjointe du G5-Sahel (FC-G5S) Capacités et incapacités pour une « défense collective » au Sahel, Note d'analyses sociopolitiques, N° 04 | Juillet 2018
- BLOT Julie et SPIRE Amandine, Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud, 2014  
<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2893>
- BONNET Bernard, Bertrand GUIBERT**, Stratégies d'adaptation aux vulnérabilités du pastoralisme, Trajectoires de familles de pasteurs (1972-2010), De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine » 2014/1 n° 249 | pages 37 à 51
- Brookings Institution et Université de Berne**, Faire face au problème du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays : CADRE NORMATIF PRÉCISANT LES RESPONSABILITÉS DES ÉTATS, avril 2005 ;
- CAMPENHOUDT (V. L) et QUIVY (R)**, Manuel de recherche en sciences sociales, Dunod, Paris 1995 ;
- CARE**, Analyse des Vulnérabilités et des Capacités d'adaptation aux changements climatiques, Soutenir l'adaptation à base communautaire, la résilience et l'égalité des genres, 2019 ;
- CARE**, Les championnes de la résilience, les contributions de l'épargne féminine et de l'adaptation à bas communautaire à la résilience des communautés du sahel, 2015
- CERNEA M Michael**, La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique, Autrepart (5), 1998 : 1 1-28
- CHELIHI Morgan et Al**, Le capital social comme vecteur innovant de résilience urbaine, Research · March 2020 DOI: 10.13140/RG.2.2.12121.67682 ;
- CIAVOLELLA Riccardo et WITTERSHEIM Éric**, Introduction à l'anthropologie du politique, Paris 2016 ;
- CICR**, les déplacés internes, Action humanitaire en faveur des personnes déplacées dans les conflits armés, juin 2010

**CILSS**, Pastoralisme News, bulletin d'information sur le pastoralisme et la transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest, Juin-Juillet 2020 ;

**CLAUDE Martin**. Penser la vulnérabilité. Les apports de Robert Castel. Alter : European Journal of Disability Research / Revue européenne de recherche sur le handicap, Elsevier Masson, 2013, 7 (4), pp.293-298. ff10.1016/j.alter.2013.09.004ff. ffhalshs-00915581f ;

**Coalition Citoyenne pour le Sahel** : Sahel ce qui doit changer, pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations, avril 2021 ;

**Cohen-Scali Valérie**, « L'insertion professionnelle », dans : Anne Jorro éd., Dictionnaire des concepts de la professionnalisation. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, « Hors collection », 2013, p. 177-180. DOI : 10.3917/dbu.devel.2013.02.0177. URL: <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-concepts-de-la-professionnalisati--9782804188429-page-177.htm>

**CORBET Alice**, Haïti : précarité, communauté, habité ? Étude d'un camp - bidonville « spontané ». 2021, <https://cecmc.hypotheses.org/60569>. (halshs-03166765v2)

**CORBET Alice**, « Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti », Cultures & Conflits [En ligne], 93 | printemps 2014, mis en ligne le 02 juillet 2015, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18857> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18857>,

**Courtois Anne-Claire**, Les femmes chefs de ménage à Bujumbura : marginalité, violences et résilience. Sciences de l'Homme et Société. Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2016. Français. ffNNT : 2016PAUU1023ff. ff tel-02397682f

**COURNIL, C. (2009)**. L'émergence d'un droit pour les personnes déplacées internes. Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional, 22(1), 1-25. <https://doi.org/10.7202/1068704ar>

**DEMBELE Adama**, et al, Changement climatique, dégradation environnementale et terrorisme au Burkina Faso. Quand la COVID-19 vient complexifier la situation des personnes déplacées internes (PDI), Université de Liège 2020 <http://hdl.handle.net/2268/252124>

**DEMBELE**, Adama, Insécurité multiples au Burkina Faso : quand la COVID-19 complexifie la situation des personnes déplacées internes (PDI) dans la commune de Kongoussi, Mémoire de Master, Université de Liège 2020.

**DEMBELE Idrissa, KoneAdama**. Conditions de vie et intention de retours des personnes déplacées internes au Mali cas du camp de F aladie dans le district de bamako. Revue Droit et Société, Social and Media Studies Institute, 2021.hal-03357466

**EIZENGA Daniel et Wendy Williams**, Le puzzle formé par le JNIM et les groupes islamistes militants au Sahel, Bulletin de la Sécurité africaine, n°38, décembre 2020 ;

**FAO, Burkina Faso, plan de réponse humanitaire 2021, 2021**

**FAO**, étude de l'impact de l'insécurité sur les pratiques d'élevage et le fonctionnement des marchés à bétail au Burkina Faso, 2019

**Gerbier-Aublanc Marjorie**, Trajectoires féminines et mobilisation d'exilées à Bogotá. Des destins déplacés aux futurs éclairés, Éditions de l'Iheal, collection « Chrysalides », Paris 2013 ;

**GONIN Patrick et LASSAILLY-JACOB VERONIQUE** « Les réfugiés de l'environnement », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 18 - n°2 | 2002, mis en ligne le 09 juin 2006, consulté le 23 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/1654> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.1654>

**GOUDET Anna**, Panorama du concept de résilience. Une revue de la littérature en français sur la résilience mai 2019

**GRAWITZ Madeleine**, méthodes des sciences sociales, DALLOZ, Paris 2001 ;

**GROSSETTI Michel, BES Marie-Pierre**. Dynamiques des réseaux et des cercles. Encastremets et découplages. In: Revue d'économie industrielle, vol. 103, 2e et 3e trimestre 2003. La morphogénèse des réseaux. pp. 43-58; doi : <https://doi.org/10.3406/rei.2003.3107> [https://www.persee.fr/doc/rei\\_0154-3229\\_2003\\_num\\_103\\_1\\_3107](https://www.persee.fr/doc/rei_0154-3229_2003_num_103_1_3107);

**GUILBERT, Lucille**, "L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance." Ethnologies, volume 27, number 1, 2005, p. 5-32. <https://doi.org/10.7202/014020ar>

**GUILHEM Dorothée** « Le lait de vache dans les sociétés peules Pratiques alimentaires et symbolisme d'un critère identitaire ». Lemangeur-ocha.com. Mise en ligne avril 2006

**GUMUCHIAN, Hervé ; MAROIS, Claude**. *Chapitre 6. Les méthodes d'échantillonnage et la détermination de la taille de l'échantillon* In : *Initiation à la recherche en géographie : Aménagement, développement territorial, environnement* [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2000 (généré le 16 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/14800>>. ISBN : 9791036513848. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.14800>

**GUEYE Dièye Doudou**, Déplacés et réfugiés du conflit casamançais : le paradoxe d'une hospitalité, Revue internationale des sciences économiques et sociales Revue annuelle à comité de lecture international N°1, DÉCEMBRE 2020

**HAGBERG et al**, La sécurité par le bas : perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso, 2019 ;

**IDMC** : Rapport sur le déplacement interne en Afrique décembre 2019

**IDMC** : Rapport mondial sur le déplacement interne 2020 ;

**IDMC**, Rapport mondial sur le déplacement interne 2021 ;

**International Crisis Group** : Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, REPORT 254 / AFRICA 12 OCTOBER

**Kaley Fulton et Benjamin P. Nickels**, « Les pastoralistes d'Afrique : Un nouveau champ de bataille pour le terrorisme », *Éclairage*, 11 janvier 2017 ;

**KASSOUM BIRI B. B et al**, les problématiques sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad, Actes du séminaire de Maroua les 14 et 15 septembre 2018, Revue africaine de sécurité internationale, 2019 ;

**Kibreab Gaim**, Le déplacement de populations, les politiques des gouvernements hôtes et les facteurs empêchant la constitution de moyens

d'existence durables Érés | « Revue internationale des sciences sociales » 2003/1 n° 175 | pages 61 à 71

**KIBORA O Ludovic et Mamadou TRAORE**, Vers une réforme du système de sécurité burkinabé?, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, INSS/CNRST, 2017 ;

**KINTZ Danièle**, PASTORALISME, AGRO-PASTORALISME ET ORGANISATION FONCIERE : LE CAS DES PEULS, enjeux foncier en Afrique noire, ORSTOM, KATHALA, Paris, 1982

**KORBEOGO Gabin**, Rationalités nomades : Variabilité socioécologique et résilience des Peuls pasteurs du Burkina Faso, AFRICAN SOCIOLOGICAL REVIEW VOL 18 2 2014 ;

**KOSSOUMNA Liba'a, Natali, Berthin Djiangoué, and Clarkson Mvo Wanie**, Risques et catastrophes en zone soudano-sahélienne du Cameroun: aléas, vulnérabilités et résiliences, 2017 ;

**LALIBERTE Danièle**, « Crises humanitaires, santé des réfugiés et des déplacés : un cadre analytique », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 23 - n°3 | 2007, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 23 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/4207> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.4207>

**Le ROUX Pauline**, Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel, Centre d'étude stratégique de l'Afrique, 2013 : <https://africacenter.org/fr/spotlight/ansaroul-islam-lessor-et-le-declin-dun-groupe-islamiste-militant-a-sahel/>

**LAISSUS PERRINE & BENOIT LALLAU**, RESILIENCE SPONTANEE, RESILIENCE SUSCITEE. LES complexités de l'action humanitaire en « zone LRA » (Est de la République Centrafricaine)

**LALLAU Benoît**, « De l'ombre aux ténèbres. Alindao, une petite ville centrafricaine face aux violences de l'histoire », Journal des africanistes [En ligne], 90-1 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 08 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/africanistes/9687> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/africanistes.9687>

**LALLAU Benoît et ARCHAMBAUD Lise**, Les paysanneries centrafricaines à l'épreuve du conflit des années 2010, Cahiers Agricultures, Février 2020, <https://doi.org/10.1051/cagri/2020001>

**LOADA Augustin et Peter ROMANIUK**, Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale, Global Center on Cooperative Security, juin 2014.

**LOUA Seydou**, impacts de la crise sécuritaire sur les activités de production dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou, revue semestrielle de l'ULSHB, N° 004

**MACKAY Benjamin**, Le déplacement forcé en Colombie: une analyse causale, Québec 2009 ;

**MAGRIN Géraud et Marc Antoine Pérouse de Montclos** : Crise et développement, la Région du Lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, 2018

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos** : Boko Haram et les limites du tout-répressif au Nigeria : De nouvelles perspectives ? Note de l'IFRI, Ifri juillet 2020  
Marc-Antoine Pérouse de Montclos, De l'impartialité des humanitaires et de leur perception par les bénéficiaires : les enjeux politiques de l'aide internationale au

Burundi, Presses de Sciences Po | « Autrepart » 2006/3 n° 39 | pages 39 à 57  
<https://www.cairn.info/revue-autrepart-2006-3-page-39.htm>

**MARTEL, Andéanne.** (2015). La participation locale comme conditionnalité de l'aide L'expérience des camps de déplacés en Haïti. *Politique et Sociétés*, 34(3), 9–36. <https://doi.org/10.7202/1034775ar>

**MATHYS Gillian & BÜSCHER Karen,** *Politique d'urbanisation, déplacement interne et conflit armé dans l'Est de la RDC : l'histoire de Kitchanga*, Conjonctures de l'Afrique centrale sous la direction de Sara Geenen, Aymar Nyenyezi Bisoka et An Ansoms n°93 2019 ;

**Mazurek, H. (Coord.) (2020),** *Pratiques basées sur la résilience* AMU, IRD, LED Aix Marseille Université, Institut de Recherche pour le Développement, Laboratoire Population, Environnement, Développement, 568p.

**McCAU Bernard et Mitsidou Alexandra,** *Analyse de la résilience des communautés aux désastres*, ARC-D TOOLKIT, manuel d'utilisation, octobre 2016

**MFSNFAH,** *Stratégie de prise en charge des personnes déplacées internes au Burkina Faso*

**MICHALLET Bernard, Michallet, B.** (2009). Résilience : perspective historique, défis théoriques et enjeux cliniques. *Frontières*, 22(1-2), 10–18. <https://doi.org/10.7202/045021ar>

**MICHEL Ferrary,** « Dynamique des réseaux sociaux et stratégies d'encastrement social », *Revue d'économie industrielle* [En ligne], 129-130 | 1er et 2e trimestres 2010, document 8, mis en ligne le 15 juin 2012, consulté le 08 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rei/4153> ; DOI : 10.4000/rei.4153

**Ministère de la sécurité,** *stratégie nationale de sécurité*, 2010.

**MORAND Coralie,** « Les femmes Mayas ixiles et les violences du conflit armé : entre traumatisme et résilience », *Autrepart*, 2018/1 (N° 85), p. 75-89. DOI : 10.3917/autr.085.0075. URL : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2018-1-page-75.htm>

**OCHA,** *Plan de réponse humanitaire 2021*, janvier 2021

**OCHA,** *Plan de réponse humanitaire*, mars 2022 ;

**OCHA,** *Aperçu de la situation humanitaire au 25 mai 2021*

**ODDH,** *Burkina Faso, Risque d'un nouveau Rwanda? Bilan de la Violence au Burkina Faso 04 avril 2015 – 31 mai 2020*

**OLIVIER de Sardan** *anthropologie du développement, essai en socio anthropologie du changement social*, Karthala, 1995 ;

Olivier de Sardan, Jean-Pierre. « Aide humanitaire ou aide au développement ? La « famine » de 2005 au Niger », *Ethnologie française*, vol. 41, no. 3, 2011, pp. 415-429.

**OUEDRAOGO Emile,** *l'élaboration d'une stratégie de défense nationale*, Burkina Faso étude de cas, *Cahiers d'études stratégiques de l'Afrique*, juin 2018

**Oxfam,** *Les femmes dans la crise au Burkina Faso, survivantes et héroïnes*, Ouagadougou, 2020 ;

**Oxfam,** *En pratique: la justice de genre dans le développement résilient, partage des leçons tirées des programmes implémentés en Afrique, Asie du Sud et Amérique centrale*, Oxford 2018 ;

**Oxfam GB**, Leadership et participation des femmes : vue d'ensemble. Aperçu de programme, Juin 2008

**Pérouse de Montclos Marc-Antoine**, « Migration forcée et urbanisation de crise : l'Afrique subsaharienne dans une perspective historique », *Autrepart*, 2010/3 (n° 55), p. 3-17. DOI : 10.3917/autr.055.0003. URL : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2010-3-page-3.htm>

**RICARD-GUAY Alexandra**, les femmes déplacées par le conflit en Colombie: l'expérience associative comme levier d'empowerment, mémoire de Maitrise, Université du Québec, février 2007,

**RUIZ RUIZ Nubia et Adriana PARIAS DURAN**, la population migrante due au déplacement forcé et son insertion urbaine à Bogota, *Dynamiques de pauvreté et vulnérabilité en démographie et en sciences sociales*, Centre de recherches en démographie et sociétés, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2010, PP 263-280

**ROCHER Guy**, introduction à la sociologie générale, le changement social, *HMH, Tiée, 1968* ;

**Roger Benjamin** et al, Peuls et jihadisme au Sahel : le grand malentendu Jeune Afrique du 07/07/2020 ;

**ROLLAND Stéphanie**, « Autochtones étrangers : les déplacés à Mostar après la guerre de Bosnie-Herzégovine », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VIII, n° 1 | 2004, mis en ligne le 21 janvier 2010, consulté le 17 décembre 2020. URL <http://journals.openedition.org/balkanologie/526> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.526>

**ROSETO-LABBE**, C. M. (2005). Souffrir du déplacement forcé pour connaître ses droits : impact du conflit armé interne sur les Afro-colombiennes. *Ethnologies*, 27(1), 77-102. <https://doi.org/10.7202/014023ar>

**SANDWIDI** Tibila : lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les pays sahéliens : le cas du Burkina Faso. Mémoire de maîtrise, Université Laurentienne Sudbury, 2020 ;

SOMA ASSONSI, Fuir le Sahel et le Nord burkinabè, se réfugier dans la capitale ouagalaise, *GARI - Volume 1, Numéro 1 - 2021* : <https://www.revues.scienceafrique.org/gari/texte/assonsi-soma2021/>

**STELLIO Rolland**, "De l'individuel au collectif : Des stratégies de survie des déplacés colombiens aux regroupements communautaires ", *REVUE Asylon(s)*, N°2, octobre 2007, Terrains d'ASILES, url de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article676.html>

**TRAORE Lamine**, au moins 62 personnes ont été tuées à Arbinda, dans le Sahel burkinabè, *VOA* du 04 avril 2019, <https://www.voafrique.com/a/au-moins-62-personnes-ont-%C3%A9t%C3%A9-tu%C3%A9es-%C3%A0-arbinda-dans-le-sahel-burkinab%C3%A8/4861674.html>

**UNFPA**, Burkina Faso, rapport de situation humanitaire de janvier à mars 2021, 2021 ;

**UNHCR**, Centre Nord, rapport mensuel de monitoring de protection, juillet 2020

**UNHCR**, Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (extrait du document E/CN.4/1998/53/Add.2, paru le 11 février 1998) ;

**UNHCR**, Consultations avec les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au nom du Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne, 2020 ;

UNHCR, Evaluation des besoins en abris, articles ménagers essentiels (AME) et logement, terre et biens (LTB), 2021 ;

UNISDR : Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe, Genève mai 2009 ;

**UNOWAS**, Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, vers une coexistence pacifique, 2018

**VIVET Jeanne**, « Déplacés de guerre et dynamiques territoriales postconflit au Mozambique », Hérodote, 2015/3 (n° 158), p. 160-181. DOI : 10.3917/her.158.0160. URL : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2015-3-page-160.htm>

**VIVET Jeanne**, Déplacés de guerre dans la ville. La citadinisation des deslocados à Maputo, Karthala, 2006 ;

**Walther J Olivier**, FEMMES ET CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST, Université de Floride, 2020

**WANGBE DOUGA et Bernard GONNE**, Effets de la crise sécuritaire de Boko Haram sur les activités agropastorales dans les Monts Mandara : cas de Mora, Extrême-Nord, Cameroun, Afrique SCIENCE 17(6) (2020) 1 - 17 1 ISSN 1813-548X, <http://www.afriquescience.net> Paul

**Williams Wendy**, Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité, Centre d'études stratégiques de l'Afrique Rapport d'analyse No. 8 2019

**ZANOLETTI, Giovanni**, « Sahel : pourquoi prendre les armes ? Une revue de littérature. Coordination Riche Élodie. Agence française de développement, 2020, pp. 1-76.

**ZANOLETTI, Giovanni** « **Le djihad de la vache au Mali : deux (ou trois) choses que je sais de lui...** », Sociétés politiques comparées, 47, janvier/avril 2019, [http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1\\_n47.pdfMagazines](http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n47.pdfMagazines)

**ZANOLETTI Giovanni, RICHE Élodie**, « Sahel : pourquoi prendre les armes ? Une revue de littérature », dans : , Sahel : pourquoi prendre les armes ? Une revue de littérature. Coordination RICHE Élodie. Paris Cedex 12, Agence française de développement, « Papiers de recherche », 2020, p. 1-76. DOI : 10.3917/afd.zanol.2020.01.0001. URL : <https://www.cairn.info/--1000000148947-page-1.htm>

**ZETTER Roger**, Protection des migrants forcés Etat des lieux des concepts, défis et nouvelles pistes, 2014 ;